

On ne combat pas les virus en piétinant les libertés : plus de sécurité sociale, moins de sécurité globale ! Le gouvernement a donc fait le choix d'un tour de vis liberticide supplémentaire, avec notamment la généralisation du couvre-feu à 18h à partir de samedi, sur l'ensemble du territoire. Après avoir testé cette mesure punitive depuis le 2 janvier sur 25 départements sans résultats réellement probants ils s'enfoncent dans cette stratégie sans queue ni tête. Nous n'en sommes malheureusement pas surpris, tant cette nouvelle décision s'inscrit dans la continuité des précédentes, caractérisées par l'absence de toute politique sanitaire digne de ce nom et par un recours quasi-systématique à des mesures répressives pour contenir l'épidémie.

Pour tout ce qui concerne concrètement la vie de millions de personnes — l'emploi, la précarité, les licenciements, la pauvreté qui se développe notamment dans la jeunesse — ce ne sera rien ou presque, malgré quelques annonces concernant les étudiantEs dont on ne voit malheureusement guère comment elles pourraient inverser le cours actuel des choses, qui s'est tragiquement illustré cette semaine par deux tentatives de suicide d'étudiantEs à Lyon.

Après les mensonges sur les masques, la faillite du système de tests et le fiasco du lancement de la campagne de vaccination, comment prendre au sérieux ce gouvernement ? Alors qu'il fait montre d'une inventivité hors norme pour trouver des dizaines de milliards pour les entreprises et pour nous expliquer pourquoi nous pouvons continuer d'aller au travail et à l'école malgré des protocoles sanitaires inefficaces et/ou inapplicables, il se refuse toujours à débloquer les moyens nécessaires pour l'hôpital, la prévention, les embauches nécessaires dans le secteur de la santé.

L'auto-satisfaction cynique et le paternalisme du gouvernement sont révoltants, venus d'un pouvoir qui, face aux dangers — bien réels — de l'épidémie, se refuse à envisager une réelle politique sanitaire et privilégie une fois de plus les réponses répressives et la « sauvegarde » de la machine à profits capitaliste, au mépris de la population et du lien social déjà fortement dégradé. Or la réponse la plus adaptée ne pourra venir que de l'organisation de la solidarité par la population elle-même, et non de la culpabilisation de chacunE et de la suppression de tous les moments de convivialité.

Ce dont nous avons besoin, c'est de recrutements massifs à l'hôpital et d'embauches pour la recherche des cas contacts et la mise en œuvre d'une véritable stratégie vaccinale, et plus globalement d'une politique de santé communautaire s'appuyant sur l'alliance des professionnelEs de santé et de la population, qui peut ainsi s'auto-organiser pour trouver les solutions adaptées et consenties à la lutte contre l'épidémie, dans les quartiers, sur les lieux de travail.

Nous refusons les fausses « solutions » répressives d'un pouvoir dont la nature autoritaire n'est plus à démontrer : lois liberticides, couvre-feux, perpétuation d'un état d'urgence sanitaire qui n'a de sanitaire que le nom, etc. Nous aurons l'occasion de le dire dès demain samedi dans la rue, RASSEMBLEMENT à 10 heures, place du marché BRAUHAUBAN à TARBES, à l'appel de la coordination #StopLoiSécuritéGlobale, mais aussi la semaine prochaine lors de la mobilisation en défense de l'hôpital public le 21 janvier et contre les licenciements et les suppressions de postes le 23 janvier. Plus de sécurité sociale, moins de sécurité globale !

Le NPA65, Tarbes, le 15 janvier 2021.